

ASS/GF/II/MG

2024-029

**VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES**  
**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU 27 MARS 2024**

**OBJET : CRÉATION D'UN EMPLOI DE DIRECTION DE CABINET**

Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 27	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 21 mars 2024
---	--	---------------------------	--

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-sept mars à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Sylvie FUMET, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEI, M. Didier JULIAN, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, Mme Ginette BARRAU-FERRET

Avaient donné mandat :

M. Jean-Claude LAVAUD à Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN à Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Freddy NOLOT à Mme Marie-Claude MARTINEZ, Mme Ginette BARRAU-FERRET à M. Jean-Paul PUJOL

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Christine BÉNET

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240327-2024-029-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 08/04/2024  
Publication : 04/04/2024

Pour le Maire



Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 333-1 à L. 333-11,  
Vu le code général des collectivités territoriale, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2,  
Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 1,  
Vu le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,  
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Considérant la strate démographique de la ville de Lézignan-Corbières,  
Considérant le besoin de disposer d'un collaborateur de cabinet pour assister l'autorité territoriale dans la conduite des projets de la collectivité,

La municipalité souhaite procéder au recrutement d'un collaborateur de cabinet dont l'ouverture d'un poste est possible compte tenu de la strate démographique de la Ville.

L'effectif maximum des collaborateurs du cabinet d'un maire est fixé à une personne lorsque la population de la commune est inférieure à 20 000 habitants. A la date du 01/01/2023, la strate démographique de la Ville de Lézignan-Corbières est de 11 338 habitants.

L'emploi de collaborateur de cabinet est régi par le décret n°87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales. L'article 2 de ce décret dispose que « la qualité de collaborateur de cabinet d'une autorité territoriale est incompatible avec l'affectation à un emploi permanent d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public relevant de la loi du 26 janvier 1984 [...] ».

La nomination d'un agent contractuel sur un emploi de collaborateur de cabinet ne lui donne aucun droit à titularisation au sein d'un grade de la fonction publique territoriale. Les fonctions de collaborateur de cabinet prennent fin au plus tard en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui l'a recruté.

Le collaborateur de cabinet sera recruté par l'exécutif territorial. Il exercera des fonctions politiques liées au mandat de l'élu local et il lui appartiendra notamment de conseiller l'élu.

Le recrutement du collaborateur de cabinet s'effectuera dans le respect des conditions fixées par la réglementation existante et modifie le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent recruté par voie contractuelle sur un emploi non permanent.

Le recrutement d'un collaborateur de cabinet implique d'inscrire au budget chapitre 012 – charges de personnel, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un collaborateur de cabinet.

Conformément à l'article 7 du décret n°87-1004 précité, le montant des crédits sera déterminé de façon suivante :

-D'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupée par le fonctionnaire en activité ce jour (ou l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité),

-D'autre part, le montant des indemnités ne puisse en aucun cas être supérieur à 90% du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

En cas de vacances dans l'emploi fonctionnel ou dans le grade retenu, à savoir actuellement le grade de directeur général des services catégorie A, le collaborateur de cabinet

conservera à titre personnel la rémunération fixée conformément aux dispositions qui précèdent.

Par ailleurs, l'article 6 II du décret n°2022-250 du 25 février 2022 autorise l'autorité territoriale à attribuer, par nécessité absolue de service, un véhicule à un seul emploi de collaborateur de cabinet du maire. Il est ainsi demandé au Conseil Municipal :

**1/ D'autoriser** le recrutement d'un collaborateur de cabinet aux conditions fixées par la réglementation existante et de modifier le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent contractuel.

**2/ D'inscrire** au budget chapitre 012, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un directeur de cabinet, conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité.

**Sur présentation de son rapporteur,  
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré  
Approuve à la majorité**

**Par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérangère LÉCÉA, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN et Mme Ginette BARRAU-FERRET sans étiquette), et 9 abstentions (de M. Bernard FUMET, Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD et Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)**

**Et décide :**

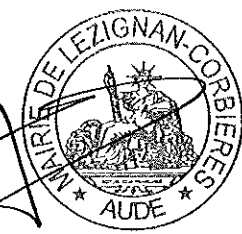
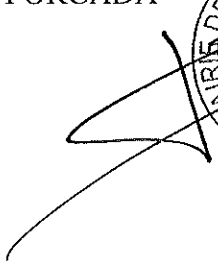
**1/ D'autoriser** le recrutement d'un collaborateur de cabinet aux conditions fixées par la réglementation existante et de modifier le tableau des effectifs en créant un poste de collaborateur de cabinet, agent contractuel.

**2/ D'inscrire** au budget chapitre 012, les crédits nécessaires pour permettre à Monsieur le Maire l'engagement d'un directeur de cabinet, conformément à l'article 7 du décret n° 87-1004 précité.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,  
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,  
Christine BÉNET

